

## AVIS D'ACTION COLLECTIVE

**Union des consommateurs et Claude Lessard c. Bell Mobilité inc.**

Cour supérieure : 500-06-000698-148

### Modification du prix des services optionnels

Le 23 décembre 2015, la Cour supérieure a autorisé l'exercice d'une action collective (recours collectif) en dommages-intérêts contre Bell Mobilité inc. pour les membres du groupe suivant :

« Toute personne physique ou morale qui, au Québec, s'est abonnée aux services de téléphonie sans fil de Bell Mobilité Inc. et qui s'est liée par une Entente de service à durée déterminée (autre que l'Entente BM-3 mise en vigueur en application de la Politique réglementaire de télécom CRTC 2013-271-BM-2), comprenant un service optionnel dont le prix a été unilatéralement modifié par Bell Mobilité Inc. respectivement au mois de mars 2014 et au mois d'avril 2014, soit le service interurbains illimités au Canada et les Ensembles Afficheur et Centre de messages suivants :

- Programme optionnel 2
- Ensemble 7
- Ensemble 7 – promo Télé mobile
- Service Écono amélioré 1
- Ensemble 8
- Ensemble 8 – Blackberry
- Ensemble 8 – iPhone
- Ensemble 5
- Afficheur et Messagerie vocale visuelle
- Afficheur et Centre de messages Express
- Ensemble Multi-services B
- Centre de messages et Afficheur
- Ensemble Centre de messages Express et Afficheur. »

Le statut de représentante pour l'exercice de l'action collective a été attribué à Union des consommateurs.

Le tribunal ne s'est pas encore prononcé sur l'action collective, ni sur l'octroi d'une compensation en faveur des membres du groupe. Bell Mobilité inc. (« Intimée ») nie les allégations de Union des consommateurs et conteste le fondement de l'action collective.

Les principales questions qui font l'objet de l'action collective sont les suivantes :

1. L'Intimée avait-elle le droit de modifier unilatéralement le prix des ensembles afficheur et centre de messages et du service interurbains illimités au Canada inclus aux ententes de service conclues avec les membres du groupe?
2. Si oui, est-ce que l'avis de modification était conforme aux exigences de l'article 11.2 de la *Loi sur la protection du consommateur* et à la clause 19 de l'entente de service (Pièce R-2)?
3. L'Intimée a-t-elle exigé des membres du groupe des frais non divulgués dans l'entente de service?
4. L'Intimée avait-elle le droit de prévoir à l'entente de service R-2 une stipulation qui lui permettait de modifier le prix des options incluses dans telle entente de service?
5. Les membres du groupe sont-ils en droit de réclamer de l'Intimée des dommages-intérêts compensatoires correspondant au montant de l'augmentation jusqu'à l'expiration de l'entente de service?
6. Quant aux membres du groupe qui ont résilié l'entente de service ou mis fin à un des ensembles afficheur et centre de messages ou le service interurbains illimités au Canada, peuvent-ils réclamer des dommages-intérêts? Si oui, de quel montant?
7. L'Intimée doit-elle être condamnée à des dommages-intérêts punitifs en faveur des membres du groupe qui ont conclu une entente de services avec elle à des fins autres que l'exploitation d'un commerce et, dans l'affirmative, quel est le montant auquel l'Intimée doit être condamnée?

Les conclusions recherchées par l'action collective sont les suivantes :

**ACCUEILLIR** la requête introductive d'instance en recours collectif pour tous les membres du groupe;

**CONDAMNER** l'Intimée à payer à M. Claude Lessard une somme de 48 \$, plus les taxes applicables, à titre de dommages-intérêts compensatoires avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévus à l'article 1619 C.c.Q. à compter du dépôt de la requête pour autorisation d'exercer un recours collectif;

**CONDAMNER** l'Intimée à payer à chacun des membres du groupe un montant correspondant aux sommes additionnelles qu'elle leur exige depuis le 1er mars 2014 ou le 1er avril 2014 pour l'entente de service, R-2, plus les taxes applicables, avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévus à l'article 1619 C.c.Q. à compter du dépôt de la Requête pour autorisation d'exercer un recours collectif et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

**CONDAMNER** l'Intimée à verser le montant de l'ordonnance de recouvrement collectif aux avocats du groupe, en fidéicommiss, afin que ceux-ci les remettent au gestionnaire des réclamations à être désigné par le Tribunal sur requête selon l'article 597 C.p.c.

**CONDAMNER** l'Intimée à payer à chacun des membres du groupe qui ont conclu une entente de services avec l'Intimée à des fins autres que l'exploitation d'un commerce, une somme de 100,00 \$ à titre de dommages-intérêts punitifs, sauf à parfaire, le tout avec intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévus à l'article 1619 C.c.Q. à compter du jugement à être prononcé et **ORDONNER** le recouvrement collectif de ces sommes;

**LE TOUT** avec dépens, y compris les frais d'experts, les frais d'avis et les honoraires et les débours pour la gestion des réclamations.

Si vous désirez demeurer membre de cette action collective, vous n'avez rien à faire.

Par contre, si vous désirez vous en exclure, vous devez aviser le greffe de la Cour supérieure du Québec du district de Montréal par courrier au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1B6 **au plus tard le 13 mars 2023**.

Les membres **ne peuvent** être appelés à payer les frais de justice de l'action collective si le recours était rejeté.

Un membre peut faire une demande à la Cour d'intervenir dans l'action collective. La Cour autorisera l'intervention si elle est d'avis qu'elle est utile au groupe.

**Un nouvel avis sera publié au moment du jugement final sur l'action collective.**

Le jugement en autorisation de cette action collective et les formalités relatives à la procédure d'exclusion des membres sont disponibles au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal et au Registre des actions collectives sur le site web **www.tribunaux.qc.ca**.

Les membres du groupe sont représentés par les procureurs :

**Trudel Johnston & Lespérance**

750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90

Montréal (Québec) H2Y 2X8

Courriel : [info@tjl.quebec](mailto:info@tjl.quebec)

Par téléphone : 514-871-8385

Site Web : <https://tjl.quebec/>

**LA PUBLICATION DE CET AVIS  
A ÉTÉ ORDONNÉE PAR LE TRIBUNAL**

En cas de divergence, le jugement en autorisation prévaut.

CLASS ACTION NOTICE

***Union des consommateurs and Claude Lessard v. Bell Mobility Inc.***

Superior Court: 500-06-000698-148

**Add-On Services Price Modification**

On December 23, 2015, the Superior Court authorized a class action in damages against Bell Mobility Inc. for the benefit of the following class:

*“All physical and legal persons, in Quebec, having subscribed to Bell Mobility Inc.’s wireless services and bound by a fixed-term service agreement (other than the BM-3 Agreement pursuant to Telecom Regulatory Policy CRTC 2013-271-BM-2) that included an add-on service, the price of which was unilaterally modified by the to Bell Mobility Inc. in March and April of 2014, namely the unlimited Canada to Canada long distance service and the following call display and message center bundles:*

- *Option Package #2*
- *Bundle 7*
- *Bundle 7 - Mobile TV included*
- *Enhanced FV 1*
- *Bundle 8*
- *Bundle 8 – Blackberry*
- *Bundle 8 – iPhone*
- *Bundle 5*
- *Call Display and Visual Voicemail*
- *Call ID and Message Centre Express*
- *Feature Bundle B*
- *Message Centre and Call Display*
- *Message Centre Express and Call Display Bundle”*

Union des consommateurs was appointed the status of representative for the purpose of the class action.

The Court has not yet ruled on the merits of the class action, nor on any compensation that may be awarded to class members.

Bell Mobility Inc. (“Defendant”) denies the allegations of Union des consommateurs and contests the merits of the class action.

The main issues captured by the class action are the following:

1. Did the Defendant have the right to unilaterally modify the price of the call display and message center bundles and unlimited Canada to Canada long-distance service included in the service agreements entered into with the class members?
2. If so, was the price notice in conformity with the requirements of section 11.2 of the *Consumer Protection Act* and clause 19 of the service agreement (Exhibit R-2)?
3. Did the Defendant charge the class members any fees not disclosed in the service agreement?
4. Was the Defendant entitled to include in the R-2 service agreement a stipulation allowing it to modify the price of the add-on services included in such service agreement?
5. Are the class members entitled to claim compensatory damages from the Defendant for the increase until the expiry of the service agreement?
6. As for the class members who have terminated the service agreement or cancelled one of the call display and message center bundles or the unlimited Canada to Canada long-distance service, can they claim pecuniary damages? If so, in what amount?
7. Should the Defendant be ordered to pay punitive damages to class members who have entered into a service agreement with the Defendant for purposes other than operating a business and, if so, what is the amount to which the Defendant should be ordered to pay?

The conclusions sought by way of the class action are the following:

**GRANT** the motion to institute class action for all class members;

**CONDEMN** the Defendant to pay Mr. Claude Lessard the sum of \$48, plus applicable taxes, as compensatory damages with interest at the legal rate and the additional indemnity provided for in article 1619 C.C.Q. as of the filing of the motion for authorization to institute a class action;

**CONDEMN** the Defendant to pay to each of the class member an amount equal to the additional amounts it has been charging them since March 1, 2014 or April 1, 2014 for the service agreement R-2, plus applicable taxes, with interest at the legal rate and the additional indemnity provided for in article 1619 C.C.Q. as of the filing of the motion for authorization to institute a class action and **ORDER** the collective recovery of these amounts;

**CONDEMN** the Defendant to pay the amount of the collective recovery order to class counsel, in trust, for delivery to the claims administrator to be appointed by the Tribunal on application pursuant to article 597 C.C.P.;

**CONDEMN** the Defendant to pay to each of the class members who have entered into a service agreement with the Respondent for purposes other than carrying on a business, an amount of \$100 as punitive damages, except to be perfected, all with interest at the legal rate and additional indemnity provided for in article 1619 C.C.Q. from the judgment being rendered and **ORDER** the collective recovery of such sums;

**THE WHOLE** with costs, including expert fees, notice costs, and fees and disbursements for claims management.

If you wish to remain a class member, no action is required from you.

To the contrary, should you wish to opt out of the class action, you must inform the registry of the Superior Court of Quebec for the District of Montreal by mail at 1, Notre-Dame Street East, Montréal (Québec), H2Y 1B6 no later than on **March 13<sup>th</sup>, 2023**.

The class members **cannot** be called upon to pay the legal costs of the class action if it is dismissed

A class member may ask the court to intervene the class action. The court will authorize the intervention if it is of the opinion that it is useful to the class.

**Another notice will be published when a final judgment is rendered in the class action.**

The authorization judgment and the requirements pertaining to the opt-out procedure for the class members are available at the registry of the Superior Court of Quebec for the District of Montreal or on the Class Action Registry website at **www.tribunaux.qc.ca**.

The class members are represented by the following attorneys:

**Trudel Johnston & Lespérance**  
750, Côte de la Place d'Armes, Suite 90  
Montreal (Quebec) H2Y 2X8  
Email: [info@tjl.quebec](mailto:info@tjl.quebec)  
Phone: 514-871-8385  
Website: <https://tjl.quebec/en/>

**THE PUBLICATION OF THIS NOTICE HAS BEEN ORDERED BY THE COURT**

In case of discrepancy, the authorization judgment prevails.